

Réunion du mardi 16 mai 2023 des neuf organisations de retraité·es Compte-rendu INTERNE à Solidaires.

La réunion s'est tenue le mardi 16 mai 2023, de 14 h à 16 h, dans les locaux de la FSU. Toutes les organisations étaient présentes, sauf la CFTC excusée.

Ordre du jour :

- Situation et mobilisations sur les retraites
- Pouvoir d'achat : actualisation du dossier
- Proposition de loi sur la « société du bien vieillir »
- Travaux du HCFEA : maltraitance et projet de décret sur les services à domicile
- Quelles initiatives après le 6 juin ?
- Finalisation du dossier ASH
- Fracture numérique

La FSU, organisation invitante, introduit la discussion générale. La loi retraites a été imposée sans vote, par un véritable passage en force, depuis Macron multiplie les visites pour la justifier. Désormais, pour « expliquer » qu'il y a deux ans il était contre le report de l'âge de départ en retraite et qu'il est pour maintenant, il nous dit qu'entre temps le monde a changé avec la crise Covid et la guerre en Ukraine.

L'action a été énorme le 1^{er} mai dans toute la France ; les casseroles montrent l'isolement du gouvernement, Macron défile seul et sans la foule sur les Champs Élysées. Le 8 mai, à Lyon - Montluc, les manifestations étaient interdites et les manifestants tout de même présents ont été parqués très loin de l'endroit où Macron se faisait filmer en serrant des mains bienveillantes. Pour essayer de « tourner la page », le gouvernement tente des diversions diverses (réindustrialisation, etc.). Nous attendons la décision du Conseil Constitutionnel sur les allocations chômage ; nous constatons la casse de la voie des lycées professionnels, la

volonté de casser l'intersyndicale avec des rencontres bilatérales avec les seules confédérations et sans les autres. Les luttes se poursuivent dans les entreprises et la forte répression continue dans les entreprises et dans les rues (affrontements, arrestations en masse). Les manifestations du 6 juin se préparent, mais après ? L'intersyndicale interpro a envoyé un communiqué hier, l'action unitaire continue.

Les retraité·es agissent toujours sur leur triptyque pouvoir d'achat, protection sociale, service public. La loi « Bien vieillir » arrive alors que le personnel d'aide à domicile subit de mauvaises conditions de travail, a du mal à tenir jusqu'à la retraite et devra travailler deux ans de plus.

La FGR-FP rappelle que Borne demande 5 % d'économies à tous ses ministres, elle accélère le pas en tentant de continuer de passer en force. Il y aura certainement blocage à l'Assemblée le 8 juin par une multitude d'amendements pour qu'il n'y ait pas de vote.

La CGT insiste sur le maintien de l'intersyndicale malgré les efforts du gouvernement pour la casser. L'intersyndicale, sans cacher ses différences, s'est fixée des objectifs communs et refuse de tourner la page. Elle copie le fonctionnement des retraité·e·s... Beaucoup de retraité·e·s ont manifesté sur notre triptyque ; le bulletin de pension papier est demandé en force. Nous avons du mal à regrouper les retraité·e·s dans un même cortège pour les rendre plus visibles. Par ailleurs, quand le départ de la manifestation traîne un peu trop, des personnes retraitées se lassent ... et rentrent à la maison. Il y a tout de même des camarades qui ont fait plusieurs journées de grève et qui ont de fortes retenues sur leur salaire. Les instances de l'UCR-CGT ont insisté sur l'augmentation des pensions. Elles proposent, sous différentes formes, une initiative avant les vacances sur l'augmentation des pensions, pour marquer l'actualité. Des rassemblements (mairie, sous-préfecture, media, ...), petits ou grands, pourraient avoir lieu le 15 juin. Sur la Région Parisienne, la CGT pense à France Télévision.

La conférence de presse de l'intersyndicale le 30 avril a mis en avant les objectifs à défendre face à Borne. Le 20 mars, le rassemblement « Retraité·e·s » à Paris, Place Vauban, n'était pas ridicule et a eu des suites, chaque organisation a joué le jeu et a mobilisé. France Télévision le 15 juin offre un espace large et les salarié·e·s à l'intérieur sont ravis de cette proposition qu'ils soutiendront. Une audience peut être demandée à la direction et nous pouvons tenir une conférence de presse dehors à 14 heures. L'entrée aux bâtiments est libre en montrant une carte d'identité. Un tract peut être distribué.

FO partage totalement ce qui a été dit. Le communiqué de l'intersyndicale nationale montre qu'elle tient et qu'elle rejette la réforme. La proposition de loi déposée par le groupe LIOT pour le 8 juin est un moment important. Nous devons participer à la réussite du 6 juin. FO allait proposer une action pouvoir d'achat. Le graphique mis au point par Solidaires est très explicatif. Nous avons la possibilité de préparer des matériels, d'envisager une pétition. Elle propose un projet d'expression commune sur le « Bien vieillir ».

Solidaires approuve la stratégie de l'intersyndicale nationale qui a plutôt bien mené la mobilisation. Déjà, en annonçant le 19 janvier, avant le 21 janvier, journée retenue par une partie de « la gauche », ça permettait au syndicalisme de lancer

la dynamique et, finalement, d'être l'élément moteur dans ce long conflit, et c'est très bien : c'est le syndicalisme et non le politique qui a donné le rythme des actions. On a gagné l'opinion publique (ce qui aura des conséquences sur l'avenir), mais on a perdu par les multiples outils utilisés par le gouvernement : multiples atteintes à la démocratie, propagande dans les médias, blocage et complicité du Conseil Constitutionnel, ... et nous n'avons pas réussi à mettre la France à l'arrêt.

Pour les faire plier, il faut certainement « monter » de plusieurs crans, et la population ne semble pas y être décidée à ce jour : les toucher sur les profits, en bloquant l'économie, et / ou leur faire peur. Les très fortes manifestations, ça ne suffit pas. Ce gouvernement est minoritaire chez les électeurs, à l'Assemblée nationale, chez les salarié·e·s, chez les syndicats, mais il continue, avec l'aide des « forces de l'ordre ». Le gouvernement poursuit son programme, maintenant, il faut travailler pour avoir le RSA.

Nous avons rencontré beaucoup de retraité·e·s dans les manifestations, mais pas de façon visible derrière une banderole commune, ce qui a permis au gouvernement de continuer à dire qu'ils soutenaient la réforme.

Le système se raidit comme dans d'autres pays illibéraux. Le gouvernement se moque d'être minoritaire partout, il continue. Le 1^{er} mai à Paris, la police a cogné pour faire peur et dissuader de manifester. Borne a voulu diviser l'intersyndicale, cela aurait été mieux si tous les syndicats étaient allés la rencontrer tous ensemble, et avaient imposé les trois organisations exclues. Le gouvernement va continuer de passer en force. Nos 9 organisations doivent appeler au 6 juin et, pour répondre aux 100 jours de Macron, agir autour du 14 juillet.

La FSU partage les propos précédents. Une initiative des 9 est la bienvenue sur un des aspects du triptyque. Elle remarque qu'en 2022, année électorale, le gouvernement a accordé une revalorisation de 4 % pour compenser en partie la forte inflation, sans attendre le 1^{er} janvier. Nous devons demander le même geste en 2023. Il est noté que ça fait maintenant 9 ans que le G9 existe.

Ensemble & Solidaires voit des initiatives se construire dans des départements. Il faut passer à l'offensive, elle soutient l'idée de Solidaires de « sortir les fourches » pour le 14 juillet.

LSR est d'accord avec les analyses précédentes. La bataille de l'opinion est gagnée, mais nous avons perdu et la France n'a pas été mise à l'arrêt à cause de la précarisation d'une grande partie du salariat et du recul de la présence des organisations syndicales. La syndicalisation augmente sensiblement depuis quelques semaines. LSR sera présente le 15 juin.

La CFE-CGC était en avant contre le projet retraite, mais la grève est difficile pour les cadres. Les retraité·e·s de la CGC ont appris à manifester depuis 2014. Elle approuve le projet de communiqué. La députée Iborra a des positions parfois inadmissibles comme faire payer aux retraité·e·s la prise en charge du handicap.

Solidaires signale sa réunion du CA de l'UNIRS le 15 juin toute la journée, mais priorise le rassemblement où son CA se rendra. Solidaires est

Décisions :

- **Un rassemblement des retraité·e·s est retenu pour le 15 juin** pour exiger l'augmentation des pensions. À Paris, ce sera devant le siège de France Télévisions (7, esplanade Henri-de-France) de 14 à 16 h. La CGT envoie un projet de tract à amender jusqu'à jeudi midi et s'occupe des aspects techniques du rassemblement (contacts avec la préfecture de police, camionnette et sono, etc.).
- **L'envoi de ce tract annoncera cette journée d'action aux équipes** dans les départements qui pourront organiser leur propre action, par exemple devant France 3, une radio locale, une mairie, une préfecture, etc.
- **Un communiqué de presse annoncera le 15 juin** et invitera la presse pour une conférence de presse au pied du bâtiment de France Télévision. Il visera spécialement les journalistes du bâtiment

d'accord pour rédiger et proposer un tract pouvoir d'achat, avec son graphique simplifié. Le pouvoir d'achat peut venir dans l'actualité avec la promesse de Macron de l'augmenter pour les « classes moyennes qui travaillent », ce qui évacue les retraité·e·s. Ce tract fera aussi le lien avec le 6 juin. À la question des revendications qui seront mises sur le tract, il est toujours difficile de mettre en avant des nombres qui changent chaque mois, ce ne pourra être que la phrase habituelle sur le rattrapage, plus une revalorisation compensant l'inflation.

La FSU rappelle la proposition de FO de faire signer une pétition, ce qui semble difficile d'ici le 15 juin, mais une tournée des plages est-elle possible ?

La LSR souhaite préciser les revendications.

de France Télévision. FO envoie un projet de communiqué aux 9 organisations, puis le communiqué définitif à la presse.

- **Un tract à diffuser sur place et à donner à la presse** montrera la baisse du pouvoir d'achat (le graphique simplifié ne prendra que la pension de base), dénoncera l'absence de revalorisation de la pension de base avant le 1^{er} janvier, annoncera les prochaines négociations sur la revalorisation de la complémentaire, appellera aux actions interpro du 6 juin. Solidaires envoie un projet à amender rapidement.
- **Une pétition « pouvoir d'achat »** est envisagée et sera mise à l'ordre du jour de la prochaine réunion du lundi 19 juin à FO.
- **Un communiqué / tract** appellera à l'action interpro du 6 juin. La FSU envoie un projet.

Travaux du HCFEA

La **maltraitance** est mise en avant par le gouvernement, mais sans s'en donner les moyens en embauche de personnel.

Un projet de décret porte sur les services à domicile. Il impose la fusion de tous les systèmes existants, ce qui devrait diminuer le nombre de personnels. Parmi les 61 tâches confiées au

personnel figure l'accompagnement de la « fin de vie », or tout le monde ne peut pas la prendre en charge.

Le Président du HCFEA commence à évoquer une réflexion sur une assurance complémentaire... cela revient périodiquement.

La réunion d'hier du HCFEA a travaillé pendant trois heures sur l'aide à domicile et la réunion de demain travaillera toute la journée sur la maltraitance.

La FGR-FP approuve le projet de communiqué sur la loi, mais souhaite donner des outils, par exemple préciser le nombre d'Ehpad à créer pour accueillir les nouvelles personnes âgées en perte d'autonomie (1 450 soit 1/6 de l'existant). Le PLFSS 2023 prévoit 50 000 recrutements, est-ce en voie de réalisation ? Elle va réaliser et proposer un argumentaire.

Solidaires signale que les documents de l'INSEE montrent que l'espérance de vie à la naissance en bonne santé en France est supérieure à la moyenne européenne. Le communiqué ne peut pas écrire l'inverse.

Décision :

- Au sujet du projet de loi « Bien vieillir », le projet de communiqué de FO est adopté sous réserve d'amendements de forme à envoyer rapidement. La FGR-FP rédige par ailleurs une note argumentaire.

ASH

Solidaires a envoyé un texte de 6,5 pages, étudié par un groupe de travail du G9, qui veut expliquer l'essentiel de l'ASH à des personnes qui n'y connaissent rien, qui montre que l'ASH vient compléter en dernier recours pour payer l'Ehpad lorsque la pension et l'aide alimentaire de la famille ne suffisent pas. Depuis, le dernier CA de l'UNIRS a porté quelques améliorations et précisions. Les 9 doivent regarder attentivement les revendications. Faut-il renforcer le contrôle des ARS alors que nous en contestons le rôle ? Il faut une synergie des acteurs de la santé au niveau régional mais pas par l'ARS. La prise en charge par la société va dans le sens de l'histoire.

Le texte modifié va être envoyé par Solidaires et chaque organisation doit envoyer ses éventuels amendements d'ici le 31 mai.

FO qui n'a pas pu être présente au groupe de travail partage le contenu du texte. Elle insiste sur la récupération des sommes versées sur l'héritage, ce qui dissuade de demander à bénéficier de l'ASH. La notion d'aide alimentaire de la famille ne correspond pas au paiement d'un Ehpad.

Décision :

- Dossier ASH : Solidaires envoie la dernière version qui a été regardée par le groupe de travail des 9 organisations. Chaque organisation le regarde et l'amende rapidement avant le 31 mai.

Fracture numérique

Solidaires informe qu'elle a élaboré un dossier « fracture numérique » qui concerne les retraités et propose de l'envoyer aux autres organisations pour voir si les 9 souhaitent travailler sur ce sujet. Ce dossier n'est pas encore totalement bouclé, mais le travail est bien avancé.

Décision :

- Solidaires envoie pour information son dossier « Fracture numérique » afin d'en discuter lors de notre prochaine réunion si les 9 s'en emparent pour y travailler.

Prochaine réunion : lundi 19 juin à 14 h dans les locaux de FO